

# Grèce : où Alexis Tsipras veut-il en venir ?

Romarc Godin (La Tribune)

10 juillet  
2015



Que cherche le premier ministre grec avec sa proposition ? (Crédits : YANNIS BEHRAKIS)

En acceptant les anciennes propositions des créanciers, le premier ministre grec tente un coup de dés. Quelles sont ses ambitions ?

Avec la reprise des propositions des créanciers qui s'apparente à une victoire par procuration du « oui » au référendum du 5 juillet, Alexis Tsipras donne l'impression de renoncer à beaucoup de ses objectifs. Mais dans quel but le premier ministre hellénique a-t-il accepté ces concessions majeures ?

## 1. Faire repartir l'économie

L'objectif premier de l'hôte de Maximou, le Matignon grec, c'est évidemment de mettre fin à l'asphyxie économique et financière dont son pays est victime. La Grèce est presque coupée désormais du reste du monde en termes économiques. Les importations deviennent presque impossibles et les exportations très difficiles. Le règne de l'argent liquide menace par ailleurs les recettes publiques. La situation ne pouvait continuer. Un accord rapide vise à rétablir le fonctionnement normal du système bancaire. Si la Commission accepte de débloquer les 35 milliards d'euros bloqués pour « raison politique » en en faisant un usage massif et rapide, Alexis Tsipras peut compter sur une bonne dynamique d'ici à la fin de l'année qui s'accompagnera d'un effet « rattrapage » après 6 mois de gel de l'activité économique. Ceci pourrait faire passer en partie les premières mesures d'austérité.

## 2. Gagner du temps pour les "vraies" réformes

En laissant mourir le programme du 30 juin et en demandant un troisième plan, la Grèce sort de la politique des « plans à court terme. » Jusqu'au 30 juin, on négociait des financements de quelques mois au mieux, cette fois, le gouvernement grec demande un plan de trois ans. Ceci couvre une grande partie du mandat d'Alexis Tsipras et permet de réaliser les « vraies » réformes, celles pour lesquelles les Grecs ont porté ce gouvernement au pouvoir : amélioration des recettes fiscales, meilleure justice sociale et lutte contre l'oligarchie. S'il réussit à mettre en place ces réformes, les éléments « punitifs » du plan ne seront alors plus forcément nécessaires. Alexis Tsipras sera alors celui qui aura mis fin à la logique purement comptable de la troïka. On comprend alors mieux l'importance du référendum : il a permis de mettre fin à ce « nœud coulant » financier lié au maintien depuis février d'une logique de court terme.

## 3. Mettre les créanciers face à leurs responsabilités

En reprenant les mesures des créanciers, Alexis Tsipras les contraint en réalité à accepter sa proposition de restructuration de la dette à long terme. Si les créanciers refusent, leur intransigeance éclatera au grand jour et il sera difficile de tenir le discours habituel fustigeant des Grecs pas sérieux. Dès lors, la sortie de la zone euro, si elle a lieu, sera une expulsion politique et sa gestion sera justifiée face aux Grecs. S'ils acceptent, alors Alexis Tsipras pourra se vanter d'avoir réussi là où le gouvernement Samaras a échoué : obtenir une remise de dette à partir de 2022 qui va permettre de redonner de la visibilité aux investisseurs et aux agents économiques grecs. Il pourra aussi renforcer ainsi sa stature d'homme d'Etat travaillant pour la Grèce à long terme en étant celui qui a fait céder en Europe, pour la première fois Angela Merkel et Wolfgang Schäuble.

#### **4. Renforcer sa position politique**

Le référendum du 5 juillet a été une défaite politique cuisante pour l'opposition centriste et conservatrice qui sont apparues comme des forces aveuglément suivistes des ordres des créanciers. Aujourd'hui, Alexis Tsipras les prend au piège à nouveau en reprenant le texte pour lequel ils avaient fait campagne. Il détruit donc toute opposition sur sa droite. Sur sa gauche, c'est évidemment plus délicat, mais là encore, la victoire au référendum a tellement renforcé la position d'Alexis Tsipras et la tension économique est si forte, que la gauche de Syriza ne peut prendre le risque de renverser le gouvernement. Sans doute y aura-t-il de la mauvaise humeur, mais il est actuellement très difficile de prétendre faire campagne contre Alexis Tsipras. Comme Angela Merkel en Allemagne, le premier ministre grec renforce donc sa position politique avec cette proposition. Il serait donc parvenu, grâce au référendum, à échapper au « coup d'Etat financier » souhaité par Bruxelles et Berlin. Face à l'opinion, il peut prétendre incarner à la fois la rupture avec l'austérité unilatérale du passé, la résistance face à la dureté des créanciers et la responsabilité. C'est finalement le cœur de son mandat du 25 janvier : infléchir la politique sans sortir de l'euro.

#### **5. Garantir les acquis**

Si la proposition grecque est une capitulation au regard du « non » du référendum et même des propositions grecques du 1er juillet. Mais ce n'est pas une capitulation au regard de la situation de départ du gouvernement. Il est faux d'affirmer que le gouvernement grec aurait obtenu la même chose sans lutter. D'abord, parce que, comme on l'a dit, on parle désormais d'un plan de trois ans. Ensuite, parce que le gouvernement a obtenu de vrais succès : acceptation d'une réforme du marché du travail conforme aux standards de l'OCDE et de l'OIT, pas de baisses de salaires ni de réductions d'effectifs dans la fonction publique, des retraites en partie préservées, un effort socialement mieux réparti en dépit de la hausse de la TVA (mais l'électricité reste à 13 %). Alexis Tsipras a estimé qu'une sortie de la zone euro aurait mis en danger ces acquis.

Au final, le plan d'Alexis Tsipras semble plus élaboré qu'il n'y paraît au premier regard. La fonction du référendum ne semble pas non plus si futile qu'on pourrait le croire. Mais le premier ministre grec prend néanmoins un risque majeur, car les Grecs vont à nouveau devoir accepter des sacrifices importants et douloureux. Le risque, c'est aussi que le gouvernement Tsipras ne soit dépendant des « revues » de la troïka et ne devienne qu'un fondée de pouvoir des créanciers comme ses prédécesseurs. Au-delà de l'accord, son application sera donc un élément à surveiller de près...

»» <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-ou-alexis-tsip...>